



Armando Valladares sortant de Champ-Dollon. DI NOTI

## PREMIÈRES LIGNES

Le Matin  
mardi 28 février 1995

5

# Forcing pour Roberto Polo

### Un ancien ambassadeur de Reagan en visite à Champ-Dollon pour soutenir la cause de l'ex-golden-boy américain: «Il est innocent»

**Genève**  
Georgika Aeby-Demeter

Armando Valladares, ancien ambassadeur des Etats-Unis à la Commission des droits de l'homme auprès de l'ONU, a rendu visite hier à Roberto Polo dans sa prison genevoise. L'écrivain dissident cubain a tenu à marquer son appui à l'investisseur en œuvres d'art, incarcéré à Champ-Dollon depuis dix-huit mois. Il qualifie de «surréaliste» cette détention préventive et s'indigne devant les irrégularités du cas de Roberto Polo.

Le fondateur et président de la Fondation Valladares pour la défense des droits

de l'homme a rencontré pendant une heure l'ex-golden boy latino-américain: «Je suis sûr qu'il est innocent, affirme-t-il après sa visite à la prison. Je connais le dossier depuis des années. Je n'aurais jamais pensé qu'une pareille affaire puisse arriver en Suisse! C'est inacceptable.» Valladares compte mobiliser l'opinion publique sur cette détention injustifiée qui n'a que trop duré: «Si Roberto Polo a commis un crime, qu'on nous dise lequel!» réclame-t-il. Le détenu est accusé d'avoir dilapidé 150 millions de dollars confiés par des investisseurs mexicains. La décision de sa mise en liberté conditionnelle devrait être connue aujourd'hui.

Les parents, Maria Teresa et Roberto Polo, ont profité de la présence d'Armando Valladares à Genève pour organiser hier une conférence de presse. Ils s'insurgent contre les lenteurs de la justice genevoise et clament l'innocence de leur fils. «Nous irons jusqu'à la Cour internationale, jusqu'à Strasbourg s'il le faut.» Le couple vit à Milan depuis le drame de leur fils. Il y a cinq ans qu'ils ont quitté Miami «pour être plus proches de lui», confie la maman de 68 ans. «Nous sommes à Genève tous les mardis pour la visite hebdomadaire. Depuis quarante-deux mois que Roberto est en préventive, nous réclamons toujours sa mise en liberté conditionnelle et son jugement.»